

LA GEOPOLITIQUE DU GAZ EN ASIE CENTRALE



**Mémoire présenté par le chef d'escadron Aurélien Ardillier
de la 23^{ème} promotion de l'Ecole de Guerre
sous la direction du colonel Stéphane Samaran,**

RESUME :

Longtemps soumis à la tutelle soviétique, les pays d'Asie centrale ont dû plonger rapidement dans l'économie de marché dès la chute de l'URSS. Ils ont pu, pour ce faire, s'appuyer sur d'importantes ressources en hydrocarbures, en gaz naturel notamment.

Si ces réserves de gaz ont été l'instrument privilégié du développement économique de l'espace eurasiatique et de son positionnement sur la scène internationale, ils ont également mis en lumière ou exacerbé des tensions régionales latentes.

Par ailleurs, ils ont fait de cette région un espace de convoitise qui a attisé un jeu de puissances entre la Russie, l'Europe et les Etats Unis. Par son implication en Asie centrale, la Chine a également contribué au basculement des rapports de puissance classiques.

ABSTRACT:

For a long time subjected to the Soviet supervision, the Central Asian countries had to dive quickly into the market economy from the fall of the USSR. They were able to do it, lean on important resources in hydrocarbons, in natural gas in particular.

If these reserves of gas were the privileged instrument of the economic development of the Eurasian space and its positioning on the international scene, they also revealed or aggravated the latent regional tensions.

Besides, they made of this region a space of greed which instigated a game of powers between Russia, Europe and the United States. By its implication in Central Asia, China also contributed to the shift of the classic reports of power.

Les propos tenus dans ce mémoire n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

INTRODUCTION

En 2012, le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale¹ met en avant les tensions liées aux approvisionnements en énergie. Ainsi, parce que d'une part les énergies renouvelables se révèlent actuellement incapables de produire la puissance nécessaire à la marche du monde et que d'autre part la demande augmente au gré, notamment, du développement des pays asiatiques et qu'enfin les réserves montrent leurs limites ; la maîtrise des ressources s'impose comme un enjeu crucial, au cœur des luttes stratégiques. A titre d'illustration, en 2008, le livre blanc sur la défense et la sécurité nationale² français précise que la consommation directe des hydrocarbures favorise des tensions diverses dont l'enjeu est la maîtrise des approvisionnements entre les états mais aussi l'intérieur de ceux-ci, confirmant, s'il en était besoin, les relations fortes entre énergie et sécurité internationale.

Les énergies fossiles ne sont pas mortes, ainsi, en 2010, le besoin en énergies primaires (pétrole, gaz et charbon) a effectué un bond de 5%. Le gaz naturel liquide étant par ailleurs une source d'énergie pleine d'avenir puisqu'il représentait 21,8% des besoins en 1990 et en représentera 25,9% en 2030 (à contrario, la proportion représentée par les besoins en pétrole évoluera de 38,9% à 25,9% entre 1990 et 2030). Par ailleurs, l'épuisement ou la découverte de gisements impacte directement et sans délai la puissance économique de tel ou tel pays.

Parmi les régions concernées, l'Asie centrale est aujourd'hui l'une des aires régionales au plus gros potentiel énergétique : pétrole et gaz naturel y constituent un atout majeur. Située entre l'est de la mer Caspienne et l'ouest de la Chine continentale, elle est constituée, au sens strict, de l'Ouzbékistan, du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan et du Turkménistan ; pour autant, entendue plus largement, elle peut inclure l'Afghanistan, l'Iran et le sud de la Turquie. Elle constitue donc une région dont l'environnement géopolitique est complexe : enclavée, elle se définit comme une sorte de nœud géostratégique au carrefour entre occident et orient, répartie autour de la mer Caspienne. Cette région est par ailleurs marquée, et ce n'est pas neutre, par son histoire : longtemps inclus au sein de l'URSS, les cinq pays principaux n'ont obtenu leur indépendance relative puis totale qu'en 1991 et restent aujourd'hui largement liés à la Russie dont l'influence au cœur de la région est indiscutable. Quoi qu'il en soit, les ressources en énergie primaire y sont conséquentes : l'ensemble des pays d'Asie centrale est doté de réserves en gaz

¹Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, La France face aux évolutions du contexte international et stratégique. Document préparatoire au livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, 3 avril 2012.

<http://www.defense.gouv.fr/actualites/articles/la-france-face-aux-evolutions-du-contexte-international-et-strategique>

² Commission du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale. *Livre blanc (Le)*. Vol. 1. Odile Jacob, 2008.

naturel, l'Ouzbékistan se révélant le mieux loti (2,2% de la consommation mondiale en 2005). Au-delà des considérations de production, l'Asie centrale est avant tout concernée par les enjeux de l'exportation rendus complexes par son environnement géographique et politique. Depuis 1991, la prise en main par ces pays de leurs ressources propres s'est ainsi accompagnée d'investissements lourds dans les gazoducs et pipelines, la carte des tracés n'étant pas neutre de conséquence. Cette double importance, stratégique et énergétique, sur fond de disparité spatiale entre production et consommation, est inédite.

Alors que l'Asie centrale s'affirme incontestablement comme une région productrice d'énergie de premier rang au sein d'une zone sujette à des tensions et placée à l'intersection des aires européennes et asiatiques, le rôle du gaz naturel comme vecteur de développement mais surtout d'exportation est fondamental. En 2016, plus de 20 ans après l'accession à l'indépendance de la majorité des états qui la composent, comment la production et les exportations de gaz naturel depuis l'Asie centrale influent sur les relations régionales et internationales ? Finalement, la géopolitique des gazoducs est-elle un vecteur de stabilité ou au contraire de modifications substantielles, à quelle échelle ?

Répondre à ces questions nécessite de s'interroger sur le rôle du gaz naturel dans le développement de l'Asie centrale (I) mais aussi de son impact sur la redéfinition des relations interétatiques, régionales ou internationales (II).

I – Le gaz naturel en Asie centrale : un incontestable instrument d'affirmation des puissances.

Au sein d'une région vaste, économiquement dévastée par 70 ans de communisme puis fortement entravée par la tutelle excessive de la Russie, l'arme énergétique, le gaz naturel en premier lieu, est un levier formidable de développement. En parallèle, pour des raisons historiques et géographiques, il reste l'expression du maintien de la domination russe dans la région.

A – Le gaz naturel, un outil de positionnement au cœur d'une région longtemps déshéritée.

Les ressources énergétiques eurasiatiques demeurent le moyen privilégié de positionnement des pays producteurs. A contrario, l'absence de gaz naturel est parfois source de mécontentement, de tensions locales.

1 – Un instrument d'affirmation des états d'Asie centrale producteurs ...

Condition sine qua non du développement économique, le gaz naturel permet aussi l'émergence des pays producteurs sur la scène internationale qui leur a permis de développer une stratégie de consolidation de la souveraineté étatique et de l'unicité.

a – Une condition de la modernisation des pays et de son désenclavement.

Dans les années 90, les pays d'Asie centrale se sont engagés dans une transition vers une économie de marché. Ce processus a été facilité par des conditions économiques favorables liées à la présence de pétrole et de gaz. L'augmentation des prix de ces énergies depuis les dernières années a permis un fort essor économique de ces pays. Ainsi, quatre états de la région s'appuient sur des ressources en gaz naturel significatives³ :

- le Kazakhstan : les réserves naturelles de gaz avoisinent en 2015 les 80 milliards de mètres cube et devraient s'élever à 100 milliards en 2020.
- l'Azerbaïdjan qui produit environ 12,5 milliards de mètres cube par an mais qui recèle des réserves très importantes estimées à presque 700 milliards de m³.
- l'Ouzbékistan est un producteur notable dont la production est évaluée à 66 milliards de m³ par an et des réserves estimées à 2000 milliards de m³. Il est le deuxième producteur de la région.
- Le Turkménistan qui est le plus gros producteur avec 80 milliards de m³ par an et des réserves de 3000 milliards de m³.

Concrètement, en 2014, alors que la croissance chinoise était d'environ 7 % et la croissance russe seulement de 0,6%; en Asie centrale, les taux de croissance oscillaient entre 3,6% pour le Kirghizstan et 10,3% pour le Turkménistan ; les PIB de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Kazakhstan étant respectivement de 8,1%, 6,7% et 4,3%.

Dans une interview⁴ accordée le 15 juillet 2015 à l'IRIS (institut de relations internationales et stratégiques), Samuel Carcanague décrit les pays centre-asiatiques comme « *l'eldorado des émergents* » soulignant l'impact indiscutable des ressources de ces états.

Bien évidemment, les effets et le développement des économies sont hétérogènes même si les tendances restent très positives. Avec des taux de croissance proches des 10 %, le Kazakhstan se

³ André Pertuzio, « L'Asie centrale, pôle énergétique », Géo n°28, 16 juillet 2010.

⁴ Samuel Carcanague, « Asie centrale : l'eldorado des émergents », 15 juillet 2015, IRIS.

positionne comme un moteur pour la région même si l'évolution de son PIB reste plus mesurée aujourd'hui (+ 1,5 % en 2015), le PIB par habitant étant le plus important de la région (11028 dollars par habitant en 2015). Après une très forte poussée de croissance entre 2003 et 2009, l'Azerbaïdjan est dans une dynamique économique positive (+4 % d'augmentation du PIB en 2015). L'Ouzbékistan s'inscrit dans une logique de hausse continue et affirmée depuis 2003, en 2015, son PIB est en hausse de quasiment 7 %. Enfin, le Turkménistan est l'état dont la croissance économique est la plus importante ; en 2015, son PIB est en hausse de plus de 8,5 %. A titre de comparaison, l'évolution de l'économie du Kirghizistan, autre état d'Asie centrale mais qui ne bénéficie pas de ressources énergétiques importantes est plus chaotique s'établissant péniblement à +2 %.

Grâce aux retombées de leurs ressources, les pays producteurs se sont engagés dans une deuxième mondialisation économique⁵ appuyée sur la deuxième route de la soie, celle de l'énergie. A partir de l'Asie centrale et en parallèle des gazoducs et oléoducs, des infrastructures modernes se sont mises en place : voies ferrées, routes. Il s'agit là d'un moyen incontestable de désenclavement.

Au-delà des stricts aspects de développement économique, les puissances énergétiques locales ont pu se positionner au sein de la communauté internationale et s'affranchir d'une partie de la tutelle russe.

b – Un moyen incontestable de positionnement international.

La maîtrise de l'exportation des ressources énergétiques a conféré aux pays producteurs une assise internationale et une vraie reconnaissance. Par ailleurs, la modernisation des voies de communication reste un moyen d'affirmation⁶.

L'intérêt stratégique suscité auprès des pays consommateurs de gaz par l'espace eurasiatique a contribué à la multiplication des appels du pied et projets d'alliance.

En 2006, un accord de coopération énergétique est signé entre l'Union Européenne et le Kazakhstan. Consécutivement, la France propose que ce pays prenne la présidence de l'OSCE (organisation de la sécurité et de la coopération en Europe). Parallèlement, en juillet 2005, la Chine signe avec le Kazakhstan une déclaration sur l'établissement d'un partenariat stratégique. En avril

⁵ Catherine Pujol, « L'Asie centrale au carrefour des mondes », p 12, Ellipses 2013.

⁶ Julien Thorez, « La construction territoriale de l'indépendance : réseaux et souveraineté en Asie centrale post-soviétique », Flux 2007/4 (n° 70), p. 33-48.

2006, la Chine signe également un accord gazier avec le Turkménistan.

La création de l'OEPCPC, organisation économique de coopération des pays de la Caspienne est une initiative lancée par la Russie en 2008. Les sphères de coopération portent essentiellement sur l'énergie, les transports, le commerce ou l'écologie. L'Union Économique Eurasiatique (UEE) créée en rassemblait initialement la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan ; le Kirghizstan l'a rejoint en août 2015, le Tadjikistan compte l'intégrer.

La nécessité de sécuriser les approvisionnements énergétiques vers l'Europe ou l'Asie a également contraint les états consommateurs à consolider leurs relations avec les pays eurasiatiques. Leur intégration (Kazakhstan, Ouzbékistan) au sein de l'OSC (organisation de la sécurité de Shanghai) vise notamment à faciliter la coopération entre ces pays dans les domaines politiques, économiques et commerciaux ainsi que dans les domaines de l'énergie, des transports, du tourisme et de l'environnement. L'OSC n'est pas neutre puisqu'elle rassemble plus vaste pays du monde, la Russie, et le plus peuplé, la Chine et représente 38 % des ressources mondiales de gaz naturel. Preuve de l'importance de cette organisation, elle représente pour certains une solution alternative à l'OTAN susceptible notamment de faire pencher de son côté l'Inde.

Ainsi, tous les ingrédients sont réunis pour faire de l'Asie centrale le nouveau pôle énergétique mondial au 21ème siècle⁷, pour Alexandre Huet, économiste, il est évident qu'il existe en Asie centrale « *une importante dimension énergétique (qui) sert les intérêts de l'Asie centrale puisque la coopération régionale semble pouvoir prendre l'ascendant sur les antagonismes idéologiques ou historiques. Elle fournit à l'Asie centrale la possibilité de s'imposer dans la politique énergétique internationale et de pérenniser les flux d'investissements dont elle bénéficie aujourd'hui.* »

Si de prime abord la possession de ressources énergétiques gazières semble un atout indéniable de développement d'une région longtemps déshéritée, c'est aussi un vecteur d'instabilités locales.

2 - ...impactant néanmoins les relations étatiques locales.

⁷ Alexandre Huet, économiste « Hydrocarbures en Asie Centrale. L'émergence d'un nouveau pôle énergétique » CPE, n° 1027, août 2002, pp.24-38

A côté d'états solidement dotés en gaz naturel qui n'ont pas toujours profité idéalement des dividendes existent d'autres états, en manque de ressources qui ont développé une certaine rancœur. Au-delà, demeure un sujet de crispation régional majeur et récurrent, la question du statut de la mer Caspienne, véritable épine dans le pied des puissances régionales.

a – Les pays non producteurs : entre frustration et convoitise.

Le Kirghizistan et le Tadjikistan ne disposent pas de ressources notables de matières premières. L'évolution de leur PIB est évidemment en conséquence bien plus faible que celui des états producteurs (respectivement +2 % et +3 % en 2015). L'absence de croissance économique pèse évidemment sur la stabilité de cette partie de l'Asie centrale.

Le Kirghizistan est un exemple parlant du contraste entre producteurs de gaz naturel et non producteurs. Cet état a connu en avril 2010 de graves troubles qui ont amené au renversement du président Bakiev. Bien évidemment le climat de népotisme qui régnait dans ce pays explique en partie cette révolte. Pour autant, les relations du pays avec son espace régional jouent un rôle incontestable : le Kirghizistan reste plus que les autres dépendant de la Russie car il ne bénéficie pas des conditions énergétiques de son affirmation sur la scène internationale contrairement à ses voisins. Par ailleurs, les autres états d'Asie centrale ont estimé que le Kirghizistan faisait courir des menaces de déstabilisation dues notamment à sous-développement selon Patrice Gourdin⁸.

Par ailleurs, les disparités en matière de ressources énergétiques exacerbent d'autres tensions notamment liées à la problématique de l'eau. Cette situation paradoxale est expliquée par M. Laurent Baechler⁹ : les pays en amont des deux grands fleuves régionaux, Amou-Daria et Syr-Daria font un usage restreint de leur ressource pour que les pays en aval aient suffisamment d'eau pour leur activité agricole. En contrepartie, ces derniers doivent leur fournir suffisamment de ressources en énergie pour couvrir leur besoins. Alors que ce partage eau-énergie fonctionnait bien sous le joug soviétique, il est devenu extrêmement complexe à gérer entre nations souveraines et gouvernements méfiants les uns vis-à-vis des autres et suscite de profondes rivalités.

b – La délicate question du statut de la mer Caspienne : un enjeu conditionnant pour l'avenir.

⁸ Patrice Gourdin, « la crise au Kirghizistan : analyse des différentes dimensions spatiales » Diploweb.com, la revue géopolitique. 18 juin 2010.

⁹ Baechler, Laurent. "Le rôle de l'Union européenne dans la gestion des conflits autour du complexe eau-énergie en Asie centrale." *L'Europe en Formation* 1 (2015): 72-82.

La mer Caspienne, également appelée mer d'Iran, est une étendue d'eau fermée qui borde la Russie, le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Iran et l'Azerbaïdjan. C'est une zone très riche en énergie et ressources naturelles mais c'est également un point stratégique majeur puisque de nombreux gazoducs ou oléoducs la traversent. Elle donc le centre d'une très forte concurrence internationale et représente également l'avenir de la puissance énergétique des pays d'Asie Centrale.

Ainsi, les cinq pays riverains prétendent chacun à une part des ressources de cette mer ce qui pose un problème évident de statut juridique, décisif en terme de relations entre les pays. Jusqu'en 1991, la mer était partagée à égalité entre l'Iran et l'URSS, les choses étant relativement simples. En 2015, elles sont plus complexes.

Le débat porte sur le fait de savoir si la Caspienne est considérée comme une mer ou un lac. Dans le cas d'un lac, l'utilisation des ressources se fait à l'unanimité des états riverains ; dans le cas d'une mer, chaque état se voit attribuer des zones qu'il est libre d'exploiter à sa guise. De fait, plus les états riverains disposent d'une longueur de côte importante, plus ils souhaitent la « privatiser ».

Les positions sont divergentes sur ce sujet. Pour la Russie et l'Iran, qui représentent 40 % des réserves mondiales de gaz naturel, l'exploitation des ressources de la Caspienne peut attendre. Pour les autres, il s'agit d'exploiter cela au plus vite. Ils souhaitent donc voir appliquer le droit de la mer, en l'espèce la convention de Montego Bay. Les évolutions de position des états ont posé des difficultés. Ainsi, en 1998 puis en 2001, la Russie signe des accords mitoyens avec le Kazakhstan puis l'Azerbaïdjan sur une division de la mer Caspienne. Renforcé par un accord tripartite de 2003 qui dans les faits confère 18 % des ressources à l'Azerbaïdjan, 19 % à la Russie et 27 % au Kazakhstan. Immédiatement, Iran et Turkménistan s'opposent à cette partition de fait.

Récemment, le 29 septembre 2014, une déclaration a été signée par les cinq états définissant la Caspienne comme un lac unique avec reconnaissance de zones de juridiction nationale larges de 25 miles. Cette position est agréée par l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et l'Iran semble y adhérer. Pourtant, elle n'est que provisoire et ne solutionne pas le problème sur le fond : le partage des gisements découverts au-delà de cette zone de 25 miles reste malgré tout soumis à l'unanimité.

Si la possession d'importantes ressources en gaz naturel a permis à certains pays d'Asie centrale de s'affirmer, au détriment des autres ; l'arme énergétique n'a néanmoins pas permis un affranchissement total de la tutelle russe.

B – Le gaz naturel, instrument du maintien de la domination de la Russie.

La Russie moderne possède évidemment sur son sol d'importantes ressources en énergie. Elle est également une zone de transit majeure des exportations depuis l'Asie centrale et en tire des bénéfices économiques mais également stratégiques.

1 – Au-delà d'un enjeu économique ...

La Russie s'appuie sur le réseau de tubes soviétiques pour s'enrichir indirectement des exportations eurasiatiques.

a – un réseau issu d'un héritage historique contraignant.

Les pipelines construits sur les territoires de l'ex-URSS et donc au sein même ou à proximité immédiate des pays producteurs d'Asie centrale sont une contrainte pour ces derniers et un atout pour la Russie. Elle a reçu en héritage le plus vaste réseau de gazoducs du monde. Ce lien énergétique, matériel, est un cordon ombilical manifeste : les pays riverains de la Caspienne, notamment Azerbaïdjan et Turkménistan deviennent tributaires de la Russie.

En 1991, les pays d'Asie centrale ont donc hérité d'un réseau très favorable à la Russie : sauf à utiliser les tubes de la cote géorgienne de la Mer noire (mais qui disposent d'une capacité de transport limitée), l'Azerbaïdjan est ainsi tenu de faire transiter son gaz par Novorossisk. Également, le plus gros producteur de la région, le Turkménistan, voit, dès 1991, son gaz exclusivement dirigé vers la Russie.

Si de nouveaux tracés de pipeline sont en développement plus de 20 ans après la chute de l'URSS, il demeure que, parmi les gazoducs partant d'Asie centrale ceux dépendant de la Russie sont les plus rentables. Par ailleurs, le conflit russo-géorgien du mois d'août 2008 a mis en exergue la fiabilité du tracé russe d'exportation du gaz kazakh en comparaison avec le couloir énergétique géorgien par lequel transite presque un tiers du pétrole de la Caspienne mais également du gaz naturel.

b – gage d'une rente indispensable pour la Russie.

En s'appuyant sur ses exportations de gaz mais aussi sur les bénéfices engendrés par le transit de gaz naturel d'Asie centrale, la Russie a permis à son économie de se développer et donc de faciliter son expansion : de façon générale, les transits de gaz par la Russie sont grevés de lourds

péages estimées à 8,62 du coût des matières transportées en 2004. Elle a également été tenue de renforcer ses liens avec les états d'Asie centrale. La possibilité d'exportation du gaz d'Asie centrale vers le nord donc via le territoire de la Russie n'est pas neutre économiquement. L'entreprise russe Gazprom, 15ème entreprise mondiale en 2015, qui appartient à plus de 50 % à la Russie, est à la fois l'artisan et le bénéficiaire de l'exportation du gaz d'Asie centrale.

Le cas du Turkménistan est à ce titre convaincant. Important fournisseur de l'URSS, il a bénéficié d'une infrastructure quasi exclusivement tournée vers la Russie. Cela permettait à la Russie d'acheter son gaz entre deux et trois fois moins cher que le prix de revente aux états européens (65 à 100 USD les 1000m³ contre 260 USD les 1000m³). Cette situation, fruit de l'héritage historique du Turkménistan, permettait à la Russie de développer des marges importantes. En 2008, l'entreprise Gazprom a négocié avec le Turkménistan un accord prévoyant la fourniture sur 20 ans de 30 GM³ et la construction d'un nouveau gazoduc, cet accord s'est là encore doublé d'avantages notables sur les prix au bénéfice de la Russie.

2 - ... Un véritable impact stratégique.

Si la Russie est en mesure d'exporter directement de grosses quantités de gaz naturel, elle joue également un rôle incontestable dans la géopolitique de l'énergie. Les entreprises nationales, Rosneft et surtout Gazprom sont de réels outils de politique étrangère qui visent notamment à tenter de maintenir la mainmise de la Russie sur la région.

a – du gaz comme outil de coopération : la diplomatie énergétique russe ...

La coopération avec les producteurs eurasiatiques est devenue fondamentale pour la société Gazprom qui doit répondre à la demande intérieure de gaz et garantir les accords d'exportation conclus. Cela représente une raison de plus pour les autorités russes, étant donné l'énorme contribution de Gazprom au budget fédéral, de demeurer active dans en Asie centrale; pour ce dernier, il semble que le contrôle du transit du gaz des pays d'Asie centrale soit plus important que l'exploitation du gaz elle-même¹⁰.

La Russie a développé une politique dédiée à la conclusion d'accords bilatéraux avec les pays producteurs d'Asie centrale afin d'une part, de préserver ses importations, mais également de limiter la diversification des voies d'exportation depuis ces états. Elle tient avant tout à conserver

¹⁰M. Remizov, « Igra vs Monopolku », Zavtra, 22 février 2006.

son rang de puissance énergétique¹¹ et met donc en place une politique active dans le cadre de contrats de coopération. La signature en 2001 avec le Kazakhstan et le Turkménistan d'un accord pour le développement de leur ressource gazière a permis de maîtriser les exportations. Elle a signé plusieurs accords de transit de gaz avec les principaux producteurs locaux. Plus largement, en 2004, un accord de partage de production est conclu entre Moscou et Tachkent.

Afin de garder la main mise sur le marché du gaz européen en provenance d'Asie centrale, Gazprom a lancé en 2008 le projet South Stream. C'est un gazoduc qui relie la Russie à l'Europe via la mer Noire. Ce projet, à même de capter les réserves de gaz d'Asie centrale, n'est par ailleurs contrairement à Nabucco pas conditionné par des problématiques de volume. Le projet a été suspendu en 2014 mais remplacé par projet dit « Turkish Stream » qui participe aux mêmes objectifs.

Également, cet état œuvre à la modernisation du réseau de gazoducs existant. La réhabilitation du « central Asian Center Line » en est une manifestation convaincante : construit sous l'Union soviétique, ce gazoduc lie Turkménistan et Russie via l'Ouzbékistan et le Kazakhstan ; sa capacité initiale était de 45gm³/an, elle devrait atteindre 90gm³/an et concerner notamment une bonne partie des réserves turkmènes.

b – ... au gaz comme instrument de coercition.

La Russie essaie de tirer parti des divergences entre les états d'Asie centrale et, pour maîtriser les approvisionnements en direction de l'Europe, fait preuve d'une attitude offensive. Lors d'une réunion du Conseil de sécurité nationale le 22 décembre 2005, le président Vladimir Poutine explique « *la Russie ne peut dominer dans aucun autre domaine que celui de l'énergie* »¹² indiquant ainsi notamment qu'elle cherche à augmenter son influence et la dépendance des européens à envers Moscou.

Par ailleurs, la Russie sait tirer parti de la politique des robinets. L'Ukraine en fait notamment les frais : ainsi, début janvier 2006, le président Poutine décide de couper les approvisionnements de gaz pour l'Ukraine et la Moldavie. Gazprom coupe ainsi le tuyau d'approvisionnement du gaz Turkmène vers Kiev. Par ailleurs, la maîtrise des coûts (via le coût des péages de transit) n'est pas sans incidence. Entre ceux qui ont tenté de s'affranchir de la tutelle de

¹¹ Thom, Françoise. La naissance de l'énergocratie russe. *Commentaire*, 2006, no 2, p. 295-300.

¹² Voir Yasmann « Russia: is Georgian gas crisis evidence of Moscow's new energy strategy? », RFE/RL, 23 janvier 2006.

Moscou et les autres, la facture imposée pouvait être multipliée par quatre : l'Ukraine s'est vue en 2004 réclamer 230 dollars pour 1000m³ alors que la Biélorussie bénéficiait d'un tarif de 47 euros pour la même quantité¹³.

Dernier signe de la farouche volonté russe de préserver ses intérêts, le refus de signer la Charte de l'Énergie. Celle-ci, établie en 1991 à La Haye par 51 états, et complétée par un traité de 1994, vise à encourager la coopération énergétique internationale et donc à promouvoir la diversité des sources d'approvisionnement. Craignant de voir une situation de quasi-monopole mise à mal et de perdre ainsi un précieux outil de politique étrangère, Vladimir Poutine indique, en 2009, son refus de ratifier la Charte. Parallèlement, en 2002, Poutine avait proposé au président Niazov du Turkménistan la création d'une alliance gazière eurasiatique : les hésitations du président Turkmène ont engendré le blocage des exportations de gaz Turkmènes par Gazprom.

Si la possession de ressources en gaz naturel a engendré un essor des pays producteurs, ils ont également et paradoxalement permis à la Russie de maintenir certains attributs de sa puissance. Cependant, cette petite région influence plus largement le reste de la planète, en contribuant à une redéfinition des rapports de force des grandes puissances.

II – Le gaz naturel en Asie centrale : un vecteur de redéfinition des rapports de force sur le continent eurasiatique et au-delà.

L'affirmation des pays d'Asie centrale comme producteurs de gaz naturel et donc puissances énergétiques a indirectement autorisé la montée en puissance des pays étrangers proches amis également mis en lumière un basculement certain des rapports de force au profit de l'Asie.

A – Les pays de transit comme vecteur d'évitement de la Russie : l'instrument de la montée en puissance des étrangers proches.

Deux états importants de la région ont ainsi pu profiter de l'émergence des pays eurasiatiques comme puissances énergétique, l'Iran et la Turquie.

1 – Pour l'Iran : un moyen de retrouver une légitimité internationale.

Puissance régionale en pleine émergence, l'Iran, de par son positionnement géographique, profite de cette manne gazière.

¹³Françoise Thom, « la naissance de l'énergocratie russe », commentaire, N°114, été 2006.

a– Un itinéraire de contournement stratégique

Comme il a été expliqué précédemment, la Russie de par le réseau historique de pipelines mais également son positionnement, est un lieu de passage quasi obligé pour l'exportation de gaz naturel. Afin d'échapper à des contraintes trop lourdes, les états producteurs cherchent à la contourner. Une des solutions d'évitement de la Russie consiste à passer vers le sud et à traverser l'Iran vers le terminal de Kark, dans le golfe Persique. Il s'agit donc de connecter le réseau d'Asie centrale au réseau iranien en utilisant les infrastructures déjà présentes dans ce pays.

Des solutions d'exportation bilatérales via l'Iran ont également déjà été mises en place : l'existence de tronçons de gazoducs entre l'Iran, la Turquie et le Turkménistan est une opportunité.

En janvier 2010, le pipeline Dauletabad – Sarakhs – Kangiran qui relie la région iranienne au nord de la Caspienne a été inauguré. Ceci est la marque d'un d'un modèle innovant de coopération énergétique régionale qui se passe des géants du secteur (Gazprom ou les compagnies européennes). Donc, si la Russie contrôle, comme nous l'avons vu précédemment le contournement nord de la Caspienne, l'Iran est en mesure d'en contrôler le contournement sud.

Bien évidemment, l'isolement international de l'Iran a été un frein à cette montée en puissance. En effet, la volonté de garder de bonnes relations avec les Etats-Unis, puis l'instauration des régimes de sanctions à l'encontre de l'Iran avaient jusqu'alors freiné le rapprochement des États eurasiatiques avec Téhéran.

b – un instrument du repositionnement Iranien sur la scène internationale en devenir.

Jusqu'à très récemment, les USA se sont opposés au transit du gaz naturel par l'Iran. Pour des raisons évidentes d'embargo liées à la crise nucléaire, il était inconcevable que l'état Perse s'enrichisse, mais également pour éviter que, à l'instar de la Russie, l'Iran utilise les robinets de gaz comme un moyen de pression. .

L'exportation de gaz via l'Iran se heurtait donc encore très récemment à une solide réticence américaine. Pour mémoire, les États Unis se sont opposés au projet de gazoduc Iran-Pakistan-Inde. Surtout, ils soutiennent le projet de tracé de pipeline Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde (TAPI) qui fait une concurrence directe à l'exportation du gaz turkmène via l'Iran.

Néanmoins, la fin de la crise nucléaire, symbolisée par l'accord du 14 juillet 2015, change

radicalement la donne. La levée des sanctions intervenue dès janvier 2016 et conditionnée au respect de ses engagements par l'Iran l'a libéré officiellement de toute contrainte internationale. Il peut désormais totalement s'assumer comme puissance énergétique régionale et développer ses relations avec l'Asie centrale.

L'objectif est de s'imposer en tant que grand producteur et exportateur de pétrole et de gaz tout d'abord, mais également comme unique État dont le territoire fait le lien entre le bassin de la mer Caspienne et du Golfe Persique. Cela se révèle donc un excellent argument pour accompagner voir précipiter la sortie de l'isolement international.

L'Iran, dans son souhait de devenir un hub énergétique régional, pourrait déranger certains projets de gazoducs en cours en Asie centrale, surtout ceux qui ne traversant pas son territoire. Ainsi le pipeline Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde (TAPI), pourrait être perturbé. De plus, l'Iran s'oppose à la construction d'un gazoduc transcasprien (TCP, qui relie le Turkménistan à l'Azerbaïdjan), soutenu par l'Union européenne. Également, l'Iran, dont les sous-sols renferment les deuxièmes réserves mondiales de gaz va devenir un challenger de poids face aux producteurs d'Asie centrale risquant ainsi de bouleverser les rapports de puissance locaux. Enfin, le recours au gaz iranien, rendu désormais possible par la levée de l'embargo pourrait permettre de donner un second souffle au projet européen de gazoduc Nabucco.

Cette nouvelle opportunité doit évidemment s'accompagner d'accords avec les États d'Asie centrale : il y a toute une diplomatie de l'énergie à déployer. Samuele Furfari imagine notamment les développements possibles¹⁴. Quoiqu'il en soit, il y a fort à parier sur l'émergence d'un réel axe énergétique eurasiatique, réunissant Iran, Chine et Russie, solidaires dans leur opposition aux États occidentaux. Prémices de cette coopération, en mars 2015, le président Hassan Rohani a annoncé que l'Iran et le Turkménistan allaient considérablement renforcer leur coopération énergétique

2 – La Turquie : plus que jamais un pont entre Asie centrale et Europe.

La Turquie est pays producteur faible mais qui a contrario ressort comme pays transitaire d'excellence.

a – Une position géographique incontournable : un véritable atout.

La Turquie ne fait pas partie de l'Asie centrale mais est idéalement positionnée pour

¹⁴Samuele Furfari, « le monde et l'énergie, enjeux géopolitiques », éditions Technip 2007.

s'imposer comme une zone de transit crédible.

Elle se situe donc en « position de pivot depuis les producteurs russes, eurasiatiques et iraniens vers l'Europe occidentale et méditerranéenne »¹⁵. Elle constitue pour les pays d'Asie centrale producteurs une manière de sécuriser leur réseau d'exportation. L'Europe s'est notamment naturellement orientée vers la Turquie pour garantir la sécurité de ses approvisionnements depuis la Caspienne et l'Asie centrale. Le centre de Ceyhan, en Turquie, est un des meilleurs spots qui permettra à la Turquie de s'imposer comme ce hub énergétique car il est un point de passage mais aussi et surtout permet le stockage des ressources limitant ainsi la dépendance des fournisseurs.

Si le transport du gaz depuis le bassin de la Caspienne s'est essentiellement fait par voie maritime, ceci n'est pas aujourd'hui sans poser de difficultés : l'encombrement des détroits empruntés est très impactant. Entre 2004 et 2008, le trafic maritime s'est accru de 50 %. Les menaces environnementales sont également indiscutables : la voie maritime évoquée traverse directement Istanbul, mégapole de plus de 15 millions d'habitants engendrant un risque élevé d'accident.

La Turquie a donc du mettre en place des itinéraires de délestage et donc de contournement par voie terrestre. Plusieurs réseaux récemment construits témoignent de cette opportunité :

L'oléoduc Bakou Tbilissi Ceyhan (BTC) permet, par un itinéraire en contorsion, d'éviter la Russie. L'intérêt est également d'aboutir dans la Méditerranée et non dans la mer Noire évitant ainsi un certain nombre de points de passages stratégiques (les Dardanelles, le Bosphore). Le BTC, fortement soutenu par les USA, a été mis en service en 2005. Concernant le gaz naturel, un itinéraire parallèle au BTC a été mis en place, représenté par le gazoduc SCP (South Caspian Pipeline) : cette construction achemine du gaz d'Azerbaïdjan et se termine à Erzurum en Turquie.

b – Des réseaux à consolider et développer pour s'imposer comme hub énergétique.

De récentes évolutions nécessitent une réorientation de la politique énergétique turque. La Turquie a officiellement lancé, en mars 2015, la construction du TANAP, le gazoduc trans-anatolien, projet qui doit permettre d'acheminer le gaz de l'Azerbaïdjan vers l'Union européenne, via la Turquie. Parallèlement, le TAP (trans adriatique pipeline) reliera le TANAP à l'Europe

¹⁵ Pierre Chuvin, « La Turquie : futur Hub énergétique de l'Europe ? », *Revue Tiers Monde* 2008/2 (n° 194), p. 359-370.

Ainsi TANAP et TAP pourraient non seulement assurer à la Turquie une meilleure sécurité énergétique, des relations consolidées avec l'Azerbaïdjan et le Turkménistan, accélérant ainsi une intégration régionale plus poussée, mais renforcent aussi la position géostratégique de la Turquie vis-à-vis de l'UE et de la Russie. Elle se trouve par ailleurs aujourd'hui dans une position très particulière vis à vis de la Russie. Les deux pays ont longtemps coopéré en matière d'énergie : un accord de coopération énergétique avait été conclu entre ces deux états et onze pays producteurs de la région. Un autre accord relatif au pipeline Blue-Stream a été conclu en 2005 entre Russie et Turquie et, en 2004, le projet de trajet Turkish Stream est mis en place pour succéder au projet russe de South Stream. Cependant, la récente dégradation des relations turco-russe, consécutive à la destruction en vol, le 24 novembre 2015, d'un avion russe a confirmé la réelle volonté d'émancipation de la Turquie : le président Erdogan a ainsi confirmé avoir signé avec le Qatar un accord pour la livraison de gaz de pétrole liquéfié. La Russie a aussi annoncé en novembre 2015 le gel du projet de gazoduc Turkish-Stream qui devait permettre d'acheminer le gaz russe jusqu'en Europe via le territoire turc en contournant l'Ukraine.

Enfin, la coopération avec L'Union européenne semble au point mort. L'échec relatif du projet Nabucco, nous y reviendrons, est en partie due aux évolutions de la candidature Turque à l'Union Européenne. Du point de vue de la Turquie, il semble que le rapprochement politique avec l'Union européenne est une condition sine qua non à l'affirmation en tant que vrai pôle énergétique.

De plus, le fort besoin en énergie des pays d'extrême orient incite les pays d'Asie centrale à réorienter leurs flux vers l'est rendant moins crucial l'existence d'une voie de passage vers l'Europe via la Turquie. Celle-ci doit donc impérativement réfléchir à sa stratégie pour maintenir son positionnement.

B – Au sein des pays consommateurs : une réorientation manifeste des flux synonyme de basculement des puissances.

Les puissances occidentales sont concernées au premier plan en tant que consommatrices majeures mais également et surtout pour maintenir leur influence. Cependant, les pays asiatiques s'imposent aujourd'hui au premier plan dans la maîtrise des énergies et leur rapport avec les pays d'Asie centrale.

1 - L'UE et les USA : l'enjeu majeur de la maîtrise des tubes.

Ces deux puissances sont historiquement méfiantes vis à vis de la politique agressive de la Russie. Elles ont donc rapidement tenté de minorer les contraintes stratégiques inhérentes à l'exportation des énergies depuis l'Asie centrale.

a – Pour l'Union européenne : l'impératif de la diversification des approvisionnements.

Si la chute de l'URSS a fait décliner les risques stratégiques, l'attitude offensive de la Russie, par le biais de ses géants gaziers Gazprom et Transneft ont incité les européens à mettre en œuvre une politique énergétique originale. Ainsi les tensions dues à la pression russe sur l'acheminement du gaz à l'Ukraine, en 2005, ont eu un effet révélateur sur la dépendance grandissante de l'Union. La libéralisation des marchés gaziers européens ne peut par ailleurs se faire sans multiplication des fournisseurs gaziers comme le souligne Catherine Locatelli¹⁶.

La stratégie européenne s'appuie sur le corridor sud c'est à dire l'utilisation de la Turquie pour éviter le passage par la mer noire.

Le projet Nabucco est le meilleur exemple des initiatives européennes. En 2002, la commission européenne a soutenu ce projet dont elle a fait une priorité européenne. Il s'agit d'un gazoduc qui part d'Azerbaïdjan, traverse la Turquie, la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie pour arriver en Autriche et se connecter ensuite au réseau d'Europe occidentale. Le projet est en pratique au point mort : faute d'approvisionnement suffisant, il n'est pas viable économiquement. Même la découverte de nouvelles réserves en Azerbaïdjan, sur le site de Shah-Denim ne suffit pas. Par ailleurs, il ne peut s'appuyer sur les réserves turkmènes, celles-ci étant destinées à la Russie ou à la Chine (via le center Asian center Line notamment).

Cependant, si les initiatives existent et si les états européens semblent être d'accord sur l'intérêt des ressources gazières d'Asie centrale et sur la nécessité de réduire la dépendance vis à vis de la Russie, ils divergent sur la politique à suivre. Comme le souligne Didier Ortollan¹⁷, le projet Nabucco est soutenu par des compagnies d'Europe centrale qui ont souffert des interruptions de livraison de gaz lors des crises ukrainiennes et dispose du soutien de la commission européenne ; a contrario, le retrait du projet de la compagnie électrique allemande RWE lui a enlevé beaucoup de portée. De plus, des compagnies des plus importants pays de l'UE ont participé au projet russe

¹⁶ Catherine Locatelli, « Russie - Caspienne : la concurrence des voies d'exportation pour L'approvisionnement gazier de l'Europe », Revue du marché commun et de l'Union Neurotrope, 2008, pp.267-270

¹⁷ Françoise Ardillier-Carras, Philippe Boulanger, Didier Ortollan, « Hydrocarbures et conflits dans le monde, stratégies énergétiques et enjeux contemporains », Géopolitique collection, Editions Technip 2012.

South Stream. Enfin, la diversification des sources d'approvisionnement de gaz d'Asie centrale se heurte à la capacité d'exportation des pays producteurs : Claude Mandil, ancien président de l'AIE, souligne que le gazoduc Nabucco ne devrait pas recevoir plus de 20 Gm³/an de gaz azéri et turkmène, et conclut : « *C'est insuffisant pour justifier un investissement d'une telle importance. Nabucco ne sera construit qu'avec la perspective d'acheminer du gaz russe ou iranien* »¹⁸.

b – Pour les USA : l'outil de contrôle de la puissance russe.

Depuis les années 1980, les USA souhaitent nourrir de la méfiance et souhaitent réduire leur dépendance énergétique. La crise ukrainienne a par ailleurs rappelé aux américains l'usage malsain que la Russie peut faire de l'outil énergétique.

Lors de son audition devant la chambre des représentants, en juin 2011, l'ambassadeur américain Morningstar détaille la stratégie énergétique eurasienne des États-Unis en précisant notamment que ceux-ci travailleront pour la « *diversification du mix énergétique* » de l'Europe et que l'objectif des États-Unis est d'encourager à développer une « *stratégie énergétique équilibrée et diversifiée avec de multiples sources d'énergie et de multiples voies d'approvisionnements vers son marché* » ; par ces mots il faut évidemment comprendre que les États-Unis cherchent à diminuer l'emprise russe sur les routes d'exportation de l'énergie vers l'Europe.

La stratégie américaine a donc principalement consisté à développer le corridor sud en transitant via la Turquie pour accéder à la Méditerranée en évitant tant le Bosphore que la mer Noire et donc le territoire Russe.

Le pipeline BTC (Bakou Tbilissi Ceyhan) est long de plus de 1700 kms et passe par la Géorgie et la Turquie. En 2005, le BTC a été inauguré ce qui représentait un succès pour les USA puisqu'il a eu pour conséquence de détourner de la mainmise russe une partie importante des ressources de la Caspienne (pétrole et gaz via un gazoduc parallèle, le BTE, Bakou Tbilissi Erzurum). Ainsi, Bill Richardson, secrétaire d'état à l'énergie, a déclaré, lors de la signature de l'accord d'Istanbul relatif au BTC : « *this is not just another petrol and gas deal, this not just another pipeline, it is a strategic framework that advances america's national security interests* »¹⁹

¹⁸ Mandil, C. (2008). *Sécurité énergétique et Union européenne: propositions pour la présidence française*. Rapport au Premier Ministre, Paris, 21 avril

¹⁹ « Press Briefing by energy secretary Bill Richardson », The White House, Office of the Press secretary Istanbul, Turquie, 18 novembre 1999.

La stratégie américaine n'est pourtant pas toujours couronnée de succès : le projet de gazoduc Trans Caspien (TCGP) entre le Turkménistan et la Turquie témoigne de la difficulté à mettre en place un nouveau corridor est ouest. En effet, le rapprochement du Turkménistan avec la Russie et la Chine a eu raison de la farouche volonté américaine de promouvoir ce projet. En 2000, le président turkmène Nyazov a finalement refusé le projet malgré les relances insistantes du président américain Clinton.

2 - La Chine et l'extrême Orient : de nouveaux acteurs engendrant une réorientation des circuits.

Les besoins énergétiques croissants de la Chine l'ont incité à développer ses liens avec les états d'Asie centrale. Plus qu'une simple coopération énergétique, les relations nouées témoignent d'un basculement des centres d'intérêts eurasiatiques.

a – Des besoins croissants.

Pour la Chine, l'approvisionnement en gaz depuis l'Asie centrale présente l'intérêt d'une certaine stabilité sécuritaire : les gazoducs ne sont pas menacés par des puissances adverses, les territoires partagent 3000 kms de frontière commune, et l'Organisation de la coopération de Shanghai a, depuis 2002, créé les conditions d'une coopération en réglant notamment un certain nombre de conflits transfrontaliers.

Elle s'efforce donc de sécuriser ses approvisionnements en prenant directement pied dans les pays producteurs et en contrôlant les routes qui les relient aux zones de consommation dans le cadre d'une version moderne de la route de la soie.

b – Une stratégie de développement volontariste aux incidences larges.

Afin de combler le retard sur ses concurrents en matière de relations bilatérales avec les pays de l'espace eurasiatique, la Chine s'est lancée dans une politique volontariste d'assistance financière pour la construction des pipelines : le montant de ses échanges commerciaux avec l'Asie centrale a été multiplié par plus de 20 entre 1998 et 2009.

A titre d'exemple, la Chine est le partenaire principal et privilégié du Turkménistan : un gazoduc Turkménistan-Chine a été inauguré en 2009. Il relie Bagtyartlik à Khorgos en traversant le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. La découverte d'un gisement dans le Yolotan Sud au Turkménistan intéresse également la Chine : elle a lui accordé des prêts avantageux en contrepartie de

l'engagement de ce dernier à livrer 40gm³ puis 60gm³ de gaz/an. Les compagnies chinoises sont également présentes au Kazakhstan et en Ouzbékistan avec de fortes capacités d'investissement.

Thierry Kellner ne considère pas encore ces ressources comme vitales pour la Chine, mais comme relevant de la « *politique périphérique* » par laquelle le pays cherche à créer autour de son territoire un environnement pacifique, grâce à ses relations de bon voisinage²⁰

CONCLUSION

En 2016, il est indéniable que la possession de ressources énergétiques est, plus que jamais un vecteur d'indépendance et donc de puissance. Marqués par 70 années de restrictions économiques, les états d'Asie centrale ont pu profiter de ressources solides en gaz naturel notamment qui ont été l'instrument de leur émancipation, de leur modernisation et de leur affirmation sur la scène régionale. La présence de ressources rares sur le sol eurasiatique a également permis à ces états d'exister aux yeux des grandes puissances et de susciter leur intérêt. Parallèlement, ces ressources ont mis en évidence des disparités locales, parfois clivantes et vectrices de tensions et également des sujets de controverse lourds de conséquences et non réglés à l'heure qu'il est.

Plus largement, par le biais des ressources gazières d'Asie centrale, les stratégies des grandes puissances se sont dessinées. Les pays de transit essaient de tirer leur épingle du jeu. La Russie cherche plus que jamais à affirmer sa main mise historique sur la région via une politique diplomatique bi et multilatérale proactive et fait de sa maîtrise des transits gaziers un instrument de coercition géopolitique. A l'heure de sa réapparition sur la scène internationale, l'Iran semble profiter de sa position géographique pour bénéficier des dividendes du transit de gaz et accélérer ainsi son essor économique et sa croissance. Parallèlement, la Turquie, au carrefour entre Asie et Europe tente de s'imposer comme le hub énergétique eurasiatique de référence.

Les grandes puissances consommatrices ont quant à elle compris le grand jeu qui est en train de se dessiner en Asie centrale et souhaitent évidemment y participer avec plus ou moins de bonheur. L'Union Européenne, par le financement de gazoducs au tracé innovant, cherche à se soulager de sa dépendance vis à vis de la Russie. Elle s'est surtout appuyé sur le projet de gazoduc Nabucco qui n'a malheureusement pas fait toute la preuve de sa pertinence. Dans le même esprit, les Etats Unis n'acceptent pas l'idée d'une domination énergétique russe en Europe et en Asie et surtout de l'usage

²⁰Thierry Kellner, Interview dans Bulletin de l'industrie pétrolière, n o 10 500, 28 décembre 2005, p. 3-4.

à des fins jugées dévoyées de l'arme du gaz, ils se méfient également des conséquences de l'essor de l'Iran comme puissance énergétique.

Enfin et surtout, le gaz d'Asie centrale met en lumière la stratégie d'entrisme chinoise : les besoins croissants de l'aire asiatique et la puissance économique chinoise ont engendré manifestement une réorientation des circuits traditionnels d'exportation du gaz eurasiatique.

Entre volonté de préserver une puissance historique, désir de s'affranchir de toutes formes de dépendance et velléités de conquête de puissance, il apparaît très clairement que les conséquences géopolitiques des ressources en gaz d'Asie centrale ont des effets qui dépassent largement le cadre régional et révèle un grand jeu aux conséquences lourdes. La réorientation des flux vers l'Asie peut ainsi être analysée comme une forme de perte d'influence de l'occident. Toutefois, la dégradation récente et franche de la situation économique chinoise laisse penser que rien n'est joué. Il appartient aux états occidentaux, l'Union européenne en premier lieu, de faire de l'Asie centrale l'une de ses priorités stratégiques pour y conserver voire y gagner de l'influence. Pour autant, il n'est pas certain que l'évolution de la situation géopolitique mondiale dans les années à venir le permette.

BIBLIOGRAPHIE

Articles :

Frédéric Grare, « La nouvelle donne énergétique autour de la mer Caspienne : une perspective géopolitique », Cahiers d'études sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien[En ligne], 22

Catherine Locatelli, « Russie - Caspienne : la concurrence des voies d'exportation pour L'approvisionnement gazier de l'Europe », *Revue du marché commun et de l'Union Neurotrophe*, 2008, pp.267-270.

Kattalin Gabriel-Oyhamburu, « Le retour d'une géopolitique des ressources ? », *L'Espace Politique*[En ligne], 12 | 2010-3, mis en ligne le 11 février 2011.
URL : <http://espacepolitique.revues.org/1796> ; DOI : 10.4000/espacepolitique.1796

Stoupnikova Lioubov, « Les alliances énergétiques : vers une réorganisation de L'espace eurasiatique ? », *Revue internationale et stratégique* 4/2008 (n° 72), p. 131-140
URL: www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2008-4-page-131.htm.
DOI : 10.3917/ris.072.0131.*

Loïc Simonet, « Les pipelines internationaux, vecteurs de prospérité, de puissance et de rivalités. Oléoducs et gazoducs dans la géopolitique et les relations internationales », *Revue internationale et stratégique* 2007/1 (N°65), p. 51-64. DOI 10.3917/ris.065.0051

Jean-Sylvestre Mongrenier, « Les relations pétro gazières UE-Russie et le débouché chinois. La géopolitique avant le commerce », *Hérodote* –, *Géopolitique de l'énergie* –

Magazine Carto n°22, mars-avril 2014 « énergie et minerais, géopolitique des ressources ».

Julien Thorez, « La construction territoriale de l'indépendance : réseaux et souveraineté en Asie centrale post-soviétique », *Flux* 2007/4 (n° 70), p. 33-48.

Raballand Gaël, « Les hydrocarbures du bassin Caspien : de la construction à l'affranchissement des interdépendances ? », *Revue internationale et stratégique*, 2006/4 N°64, p. 121-132. DOI : 10.3917/ris.064.0121

Thom, Françoise. « La naissance de l'énergocratie russe ». *Commentaire*, 2006, no 2, p. 295-300.

Chuvin, Pierre. La Turquie: futur Hub énergétique de l'Europe? *Revue Tiers Monde*, 2008, vol. 194, no 2, p. 359-370

Chauprade, Aymeric. « La Russie, obstacle majeur sur la route de l'Amérique-monde ». 2009.

Genté, Régis. Du Caucase à l'Asie centrale, «grand jeu» autour du pétrole et du gaz. *Le Monde Diplomatique*, 2007, vol. 639, no 6, p. 18-19.

Finon, Dominique. La Russie et 'l'OPEP du gaz': Vraie ou fausse menace. *Russie NEI Visions*, 2007, vol. 24.

Kellner Thierry, « La tranquille montée en puissance de la Chine en Asie centrale. », *Revue internationale et stratégique* 4/2006 (N°64), p. 143-154

Petruzio, André, « l'Asie centrale, pôle énergétique », *Geostratégiques* n°28, 3ième trimestre 2010, p.35-42

Hill, Fiona. "Une stratégie incertaine: la politique des États-Unis dans le Caucase et en Asie centrale depuis 1991." *Politique étrangère* (2001): 95-108.

Finon, Dominique. "La Russie et 'l'OPEP du gaz': Vraie ou fausse menace." *Russie NEI Visions* 24 (2007).

Djalili, Mohammad-Reza, and Thierry Kellner. "L'Asie centrale, terrain de rivalités." *Le Courrier des pays de l'Est* 5 (2006): 4-16.

Simonet, Loïc. "Les pipelines internationaux, vecteurs de prospérité, de puissance et de rivalités. Oléoducs et gazoducs dans la géopolitique et les relations internationales." *Revue Internationale et stratégique* 1 (2007): 51-64.

Eisenbaum, Boris. "Négociation, coopération régionale et jeu d'influences en Asie centrale: l'Organisation de coopération de Shanghai." *Politique étrangère* 1 (2010): 151-164.

Jafalian, Annie. "La politique américaine concernant les enjeux énergétiques dans la région de la mer caspienne." *Fondation pour la Recherche Stratégique (FRE)* (2003).

M K Bhadrakumar « La Russie, la Chine et l'Iran redessinent la carte énergétique » *Asia Times Online*, le 12 janvier 2010

Revue Hérodote, « Géopolitique de l'énergie », n°155, 4ième trimestre 2014.

Ouvrages :

Françoise Ardillier-Carras, Philippe Boulanger, Didier Ortolland, « Hydrocarbures et conflit dans le monde, stratégies énergétiques et enjeux contemporains », Géopolitique collection, Editions Technip 2012.

Isabelle Damiani, « Géopolitique de l'Asie Centrale, entre Europe et Chine, le cœur de l'Eurasie », collection Major, PUF.

Samuele Furfari, « Le monde et l'énergie, enjeux géopolitiques », collection Géopolitiques, Technip, 2007.

Samuele Furfari, « Politique et géopolitique de l'énergie, une analyse des tensions internationales au 21ième siècle », collection Géopolitique, Technip, 2012.

Viller Frand, « Les États-Unis en Asie centrale : chronique d'une défaite annoncée. », *Outre-Terre* 3/2006 (n° 16), p. 177-195 www.cairn.info/revue-outre-terre1-2006-3-page-177.htm.

Tsayem Demaze, Moïse. "Le protocole de Kyoto, le clivage Nord-Sud et le défi du développement durable." *L'Espace géographique* 38.2 (2009): 139-156.

Roy, Olivier. *L'Asie centrale contemporaine: «Que sais-je?» n° 3601*. Presses universitaires de France, 2010.



PHILIPPE REKACEWICZ

Carte de Philippe Rekacewicz, *le Monde diplomatique*, avril 2005

Monica SVETOSLAVOVA, « les états riverains de la mer caspienne : aperçu géopolitique », *Revue Regards sur l'Est*, 8 octobre 2010

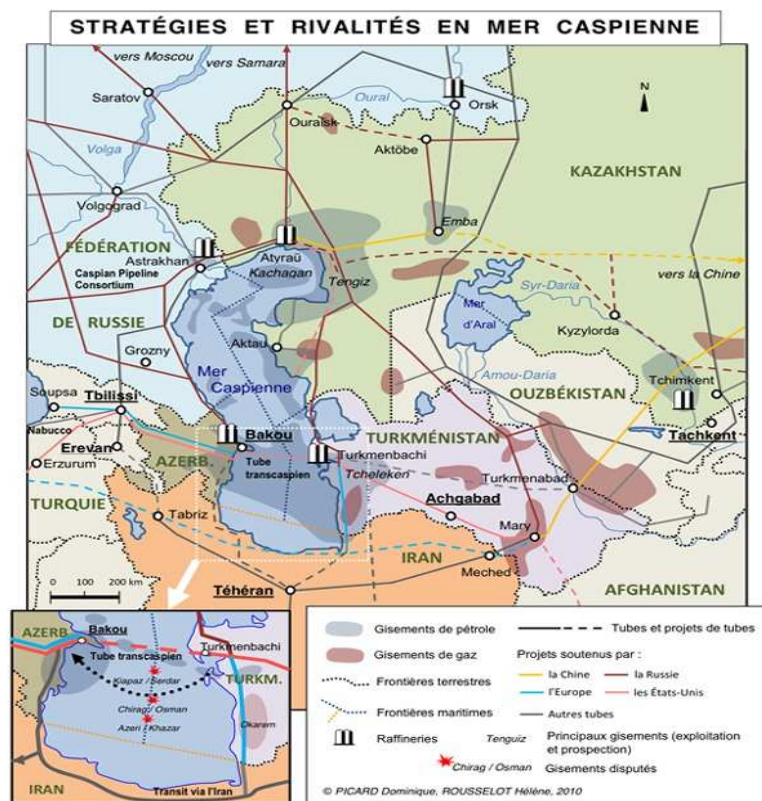


Table des matières

INTRODUCTION	3
I – Le gaz naturel en Asie centrale : un incontestable instrument d'affirmation des puissances.	4
A – Le gaz naturel, un outil de positionnement au cœur d'une région longtemps déshéritée.	4
1 – Un instrument d'affirmation des états d'Asie centrale producteurs	5
a – Une condition de la modernisation des pays et de son désenclavement.	5
b – Un moyen incontestable de positionnement international.	6
2 - ...impactant néanmoins les relations étatiques locales.....	7
a – Les pays non producteurs : entre frustration et convoitise.....	8
b – La délicate question du statut de la mer Caspienne : un enjeu conditionnant pour l'avenir.....	8
B – Le gaz naturel, instrument du maintien de la domination de la Russie.....	10
1 – Au-delà d'un enjeu économique	10
a – un réseau issu d'un héritage historique contraignant.....	10
b – gage d'une rente indispensable pour la Russie.....	10
2 - ... Un véritable impact stratégique	11
a – du gaz comme outil de coopération : la diplomatie énergétique russe :	11
b – ... au gaz comme instrument de coercition.....	12
II – Le gaz naturel en Asie centrale : un vecteur de redéfinition des rapports de force sur le continent eurasiatique et au-delà.....	13
A – Les pays de transit comme vecteur d'évitement de la Russie : l'instrument de la montée en puissance des étrangers proches.....	13
1 – Pour l'Iran : un moyen de retrouver une légitimité internationale	13
a– Un itinéraire de contournement stratégique	14
b – un instrument du repositionnement Iranien sur la scène internationale en devenir.	14
2 – La Turquie : plus que jamais un pont entre Asie centrale et Europe.....	15
a – une position géographique incontournable : un véritable atout	15
b – Des réseaux à consolider et développer pour s'imposer comme hub énergétique	16
B – Au sein des pays consommateurs : une réorientation manifeste des flux synonyme de basculement des puissances.	17
1 - L'UE et les USA : l'enjeu majeur de la maîtrise des tubes.....	17
a – Pour l'Union européenne : l'impératif de la diversification des approvisionnements .	18
b – Pour les USA : l'outil de contrôle de la puissance russe	19
2 - La Chine et l'extrême Orient : de nouveaux acteurs engendrant une réorientation des circuits.....	20
a – Des besoins croissants	20
b – Une stratégie de développement volontariste aux incidences larges	20
CONCLUSION.....	229

BIBLIOGRAPHIE22
ANNEXES223